

La balance commerciale de l'industrie canadienne des aliments transformés se détériore

OTTAWA, le 14 novembre 2012 — Affichant un déficit de \$6,3 milliards en 2011, la balance commerciale du Canada en matière d'aliments transformés se détériore a conclu un récent rapport de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA).

Depuis 20 ans, le Canada a enregistré des déficits commerciaux en matière d'aliments transformés à valeur ajoutée qui incluent la transformation secondaire des produits alimentaires et des breuvages.

Mais depuis 2004, ce déficit s'est aggravé, passant de \$1 milliard à \$6,3 milliard en 2011. (Voir la figure ci-dessous.)

Ces données font l'objet d'une analyse dans le rapport intitulé La situation du secteur canadien des aliments transformés : Balance commerciale que l'ICPA a rendu public aujourd'hui. L'analyse ne porte pas sur la transformation primaire.

Au fil des ans, les exportations de produits alimentaires transformés ont augmenté. Mais depuis 2004, cette croissance stagne alors que les importations ont continué de progresser.

« Il existe des entreprises qui, sans aucun doute, croissent et investissent, mais il nous faut mieux comprendre les répercussions de déficits soutenus et grandissants sur la compétitivité future du secteur des aliments transformés et de l'ensemble du secteur agroalimentaire, » de déclarer David McInnes, Président et chef de la direction de l'ICPA.

La situation a des conséquences considérables. Le commerce d'aliments transformés entre le Canada et les USA et le Mexique est passé d'un surplus de \$2,2 milliards en 2004 à un déficit de \$1,3 milliards en 2011. La balance commerciale avec tous les autres pays s'est aussi détériorée, avec un déficit passant de \$3,2 milliards à \$5 milliards au cours de la même période.

La situation déficitaire du commerce des aliments transformés contraste vivement avec la balance commerciale positive de toutes les autres catégories de production agricole, et notamment celle des marchandises.

La plupart des données ont été fournies par Industrie Canada; celles-ci sont répertoriées en catégories établies par le Système harmonisé de désignation et de codification de l'Organisation mondiale des douanes.

Pourquoi ces constatations sont-elles importantes ? La transformation des aliments est l'un des secteurs manufacturier canadien le plus vaste et accueille une part importante des extrants agricoles, surtout dans certaines

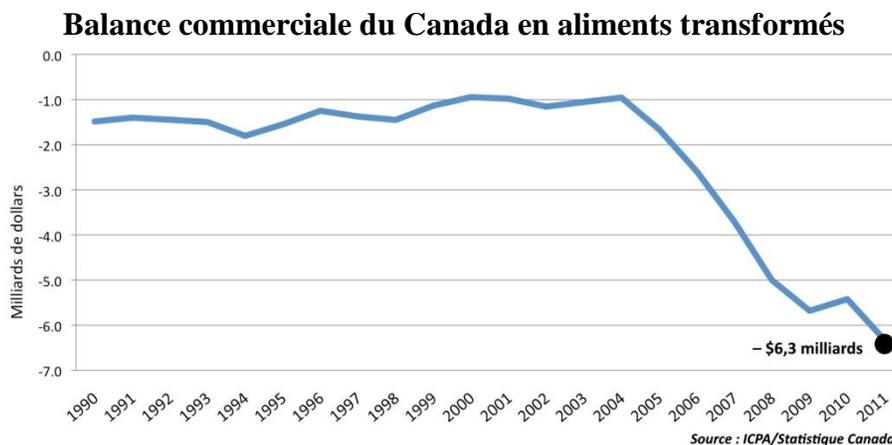


provinces. De plus, de nombreux détaillants et prestataires de services alimentaires désirent approvisionner les consommateurs canadiens en produits agroalimentaires canadiens.

L'ICPA a commandé le rapport afin d'encourager un dialogue constructif sur la situation actuelle et future du secteur des aliments transformés et des actions à entreprendre pour aller de l'avant.

Le rapport conclut qu'il faudra plus de recherche afin d'élucider les causes de cette évolution du rendement commerciale. Par exemple le rapport :

- reconnaît que cette tendance du taux de change Canada – USA reflète à peu de choses près l'évolution de la balance commerciale en matière d'aliments transformés mais se demande s'il s'agit là de la cause sous-jacente des changements ;
- souligne l'importance de l'accès aux marchés étrangers mais pose la question à savoir si l'érosion des avantages d'accès affecte le secteur des aliments transformés ;
- signale qu'une analyse plus poussée s'impose pour mieux comprendre les tendances en matière d'investissement et les impacts réglementaires.



L'Institut canadien de politiques agroalimentaires (ICPA) est un forum de politiques indépendant et impartial, qui œuvre à la pérennité du secteur agricole et agroalimentaire canadien. L'ICPA se veut un catalyseur. Il cerne les nouveaux enjeux, favorise les échanges et propose des solutions novatrices aux intervenants tout au long de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et au sein du secteur universitaire, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs canadiens. Situé à Ottawa, l'ICPA a été créé en 2004 par le gouvernement fédéral à titre de société sans but lucratif et ses activités sont dirigées par un conseil d'administration et par un comité consultatif.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

David McInnes

Président et chef de la direction

Institut canadien des politiques agroalimentaires

(613) 759-1038 / 866-534-7593

mcinnesd@capi-icpa.ca